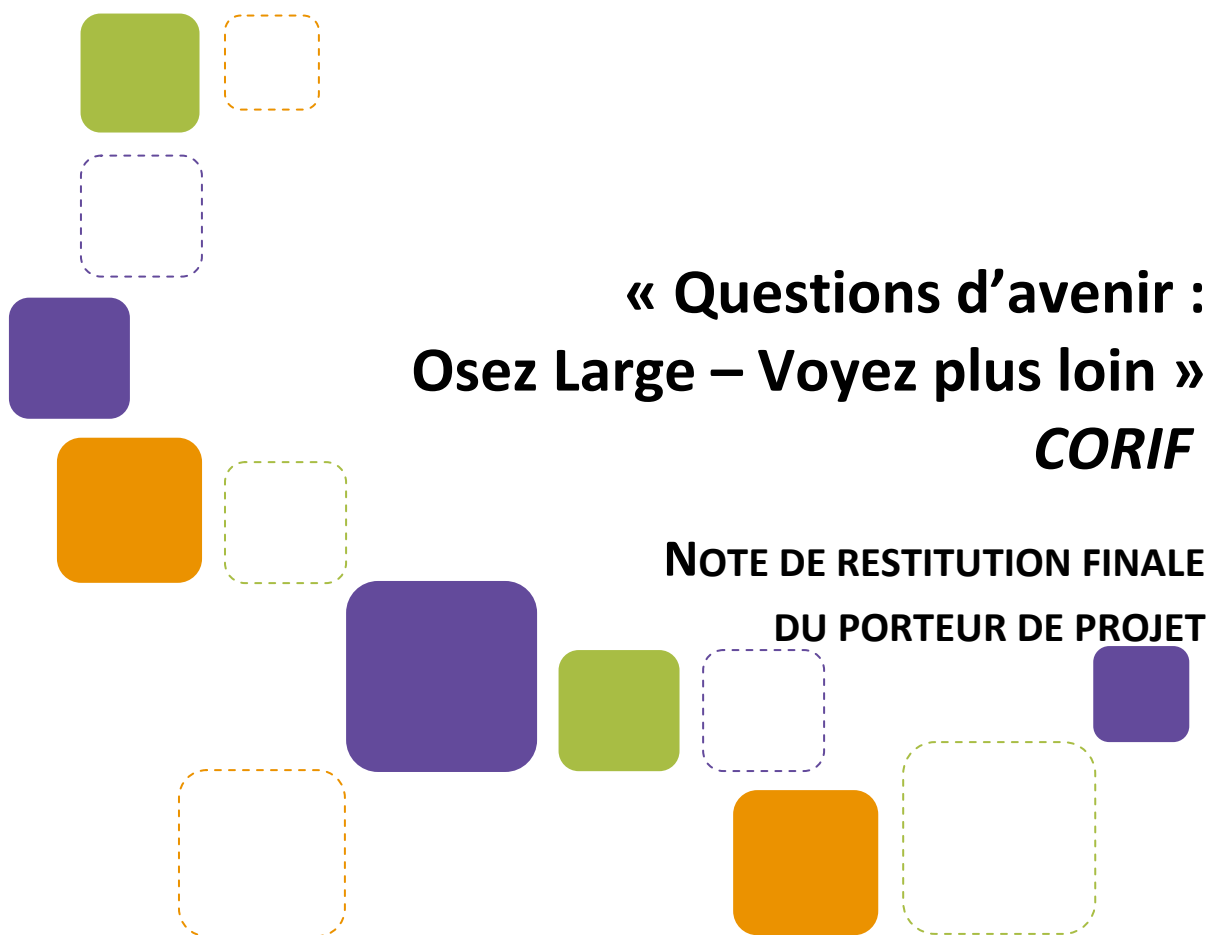




FEJ
FONDS
D'EXPÉRIMENTATION
POUR LA
JEUNESSE



Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative
Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative
Mission d'Animation du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse
95, avenue de France – 75650 Paris cedex 13
www.experimentation.jeunes.gouv.fr



INTRODUCTION

Ce projet a été financé par le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse dans le cadre de l'appel à projets n°2 lancé en octobre 2009 par le Ministère chargé de la jeunesse.

Le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse est destiné à favoriser la réussite scolaire des élèves et améliorer l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de moins de vingt-cinq ans. Il a pour ambition de tester de nouvelles politiques de jeunesse grâce à la méthodologie de l'expérimentation sociale. A cette fin, il impulse et soutient des initiatives innovantes, sur différents territoires et selon des modalités variables et rigoureusement évaluées. Les conclusions des évaluations externes guideront les réflexions nationales et locales sur de possibles généralisations ou extensions de dispositifs à d'autres territoires.

Le contenu de cette note n'engage que ses auteurs, et ne saurait en aucun cas engager le Ministère.

Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Education Populaire et de la Vie Associative
Direction de la Jeunesse, de l'Education Populaire et de la Vie Associative
Mission d'Animation du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse
95, avenue de France – 75650 Paris cedex 13
www.experimentation.jeunes.gouv.fr

Pour plus d'informations sur l'évaluation du projet, vous pouvez consulter le rapport d'évaluation remis au Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse par l'évaluateur du projet sur le site www.experimentation.jeunes.gouv.fr



FICHE SYNTHÉTIQUE DU PROJET

THÉMATIQUE Numéro du projet AP2_112	
LE DISPOSITIF EXPERIMENTÉ	
Titre : Questions d'avenir : Osez large ... Voyez plus loin !	
Objectifs initiaux : Lutter contre les discriminations systématiques et les mécanismes d'autocensure, lever les obstacles à la poursuite d'études longues, donner les moyens de lutter contre la prédestination et l'autolimitation de découvrir des métiers auxquels on ne pense pas avoir accès.	
Public(s) cible(s) : Le dispositif expérimenté ciblait des collégien-nes issu-es de 12 classes de troisième par an, soit au total 36 classes. Ont été touché-es au total sur la durée de l'expérimentation 791 élèves.	
Descriptif synthétique du dispositif expérimenté : L'expérimentation portait sur la mise en place d'un dispositif d'intervention visant l'éducation à l'orientation et à la mixité. Il comprenait l'animation de séances sur les représentations, l'organisation d'un forum rapprochant les collégiens-nes et des professionnels proactifs, l'accompagnement et le suivi individuel, et la création d'une plate forme pédagogique de formation à distance.	
Territoire(s) d'expérimentation : L'action s'est déroulée en région Nord Pas de Calais dans trois bassins d'emploi différents : Flandres, Lille métropole et Valenciennois, regroupant des zones géographiques diversifiées (rurales et urbaines – quartiers sensibles ou non).	
Valeur ajoutée du dispositif expérimenté : Elle consiste en l'expérimentation de démarches et d'outils permettant la prise en compte du genre dans l'orientation scolaire, la stratégie de lutte contre les discriminations, le renforcement du sentiment d'efficacité personnelle et l'élargissement des choix, car ces problématiques sont peu travaillées dans les dispositifs de découverte métier ou procédures d'orientation au collège.	
Partenaires techniques opérationnels : (1) Partenaires initialement visés dans la convention : Rectorat, collèges, CIO (2) Partenaires effectifs de l'expérimentation : Rectorat, collèges, CIO	
Partenaires financiers (avec montants) : Région Nord Pas de Calais : 15 220 € DRDFE : 8 400€	
Durée de l'expérimentation : (1) Durée initiale (tel que prévu dans la convention) : 36 mois (2) Durée effective : 44 mois	
LE PORTEUR DU PROJET	
Nom de la structure : CORIF	Type de structure : Association loi 1901
L'ÉVALUATEUR DU PROJET	
Nom de la structure : CNRS-CLERSE	Type de structure : Etablissement public



PLAN DE LA NOTE DE RESTITUTION

Proposition de plan à titre indicatif sachant que la structure générale et l'ensemble des items devront être traités.

Sommaire (ajouter les numéros de pages correspondantes)

Introduction

L'orientation scolaire joue un rôle décisif dans la construction de la trajectoire des jeunes vers l'emploi, mais aussi dans la construction de soi et la possibilité de se faire reconnaître par les autres. Les choix d'orientation s'opèrent dès la classe de troisième ; ces choix restent profondément marqués par l'origine sociale et l'appartenance de sexe. Par exemple, les filles sont plus nombreuses que les garçons à entrer en seconde et s'orientent moins vers les filières de CAP-BEP.

A cette période de l'adolescence, les garçons et les filles affirment leur identité, et leurs choix d'orientation dépendent de l'image qu'ils/elles ont des rôles sociaux et sexués, alors même que ces choix d'orientation engagent précocement leur avenir, leurs chances de poursuivre leurs études et de réussir leur insertion professionnelle.

Pour faire reculer dans les processus de choix d'orientation la prédestination et l'autolimitation, nous avons souhaité proposer un dispositif dont les principes d'intervention sont fondés sur :

- la prise de conscience de la construction sociale des rôles de sexe, des « places sociales » et de leurs effets sur nos conduites (cf travaux de F. Vouillot et C. Marro – Cnam Inetop sur la desexuation des rôles prescrits).
- la théorie sociale-cognitive de Lent, Brown et Hackett qui reprennent le concept de Sentiment d'Efficacité Personnelle (SEP) de Bandura, c'est-à-dire les croyances que les personnes développent à l'égard de leurs capacités à agir de façon à maîtriser les événements qui affectent leur existence
- une démarche d'éducation au choix basée sur l'ADVP (Activation du Développement Vocationnel et Personnel – D. Pelletier, R. Bujold 1984) favorisant l'engagement, l'autonomie, la prise de conscience de ce qui peut limiter ou optimiser les choix et qui laisse donc envisager tous les possibles, ouvre tous les horizons.

Les problématiques traitées : la prise en compte du genre dans l'orientation scolaire, la stratégie de lutte contre les discriminations, le renforcement du SEP et l'élargissement des choix, sont peu travaillées dans les dispositifs de découverte métier ou procédures d'orientation classiques à ces niveaux. Notre dispositif amène une réflexion et des animations qui ne se substituent pas à l'existant mais le renforcent.

Nous avons choisi de tester ce dispositif auprès d'élèves de 3^{ème} sur les années scolaires 2010/2011, 2011/2012 et 2012/2013, sur trois territoires différents du Nord Pas de Calais : les Flandres, Lille métropole, et le Valenciennois, territoires qui avaient l'avantage de présenter une variété de zones géographiques : rurales et urbaines - quartiers sensibles ou non afin que soit respectée une mixité sociale d'origine et de sexe.

I. Rappel des objectifs et du public visé par l'expérimentation

A. Objectifs de l'expérimentation

Ce projet pédagogique d'orientation auprès des collégien-nes, en partenariat avec les structures éducatives avait pour but de :

- Lutter contre les discriminations systémiques et les mécanismes d'auto-censure qu'elles induisent, éloignant des filières d'enseignement secondaire et supérieur, les jeunes selon le sexe, le niveau social et l'origine « ethno- raciale ».
- Lever les obstacles à la poursuite d'études longues, à l'accès des jeunes filles et garçons issu-es de milieux ouvriers ou employés à l'enseignement de leur choix et au positionnement dans les filières où ils et/ou elles sont peu nombreux/ses.
- Donner les moyens de lutter contre la pré-destination et l'auto-limitation de découvrir des métiers auxquels ils/elles n'auraient pas pensés, d'oser des choix nouveaux, d'entreprendre et réussir un cursus de formation ambitieux.

Sur le plan pédagogique, il s'agissait de:

- Faire bouger les représentations sexuées des métiers et filières d'enseignement
- Elargir et accroître les sentiments d'efficacité personnelle des filles et des garçons
- Elargir les intérêts, les choix de filières - et plus particulièrement pour les jeunes filles - techniques, technologiques et scientifiques
- Lever les freins endogènes et exogènes à la poursuite d'études longues et à l'accès à toutes les filières d'enseignement des jeunes filles et garçons issus de milieux sociaux « défavorisés ».

B. Public visé et bénéficiaires de l'expérimentation (analyse quantitative et qualitative)

1. Public visé

Le dispositif expérimenté ciblait des collégien-nes issu-es de 12 classes de troisième par an, sur un territoire différent chaque année, soit au total 36 classes ; nous avons estimé le nombre total de jeunes touché-es à 900 élèves, en tablant sur une moyenne de 25 élèves par classe.

Le CORIF avait déjà travaillé avec ce type de public, à la demande de quelques équipes éducatives essentiellement basées sur Lille, mais jamais sur cette durée d'intervention et selon ce protocole.

2. Bénéficiaires directs

2.1. Statistiques descriptives

Au total 791 élèves (430 filles et 361 garçons) ont bénéficié de nos interventions.

	Bénéficiaires entrés l'année 1	Bénéficiaires entrés l'année 2	Bénéficiaires entrés l'année 3	Bénéficiaires entrés pendant toute la durée de l'expérimentation	Bénéficiaires ayant abandonnés ou ayant été exclus en cours de dispositif
Nombre de bénéficiaires directement touchés par l'action					
Jeunes	250	263	278	791	
Adultes					
Nombre total de bénéficiaires	250	263	278	791	

		Bénéficiaires entrés pendant toute la durée de l'expérimentation
Nombre de bénéficiaires directement touchés par l'action à l'entrée du dispositif, par caractéristiques		
1. Jeunes		
Âge		
Moins de 6 ans		
6-10 ans		
10-16 ans		791
16-18 ans		
18-25 ans		
Autres : (préciser)		
Autres : (préciser)		
Situation		
Elèves en pré-élémentaire		
Elèves en élémentaire		
Collégiens		791
Lycéens en LEGT		
Lycéens en lycée professionnel		
Jeunes apprentis en CFA		
Étudiants du supérieur		
Demandeurs d'emploi		
Actifs occupés		
Autres : (préciser)		
Autres : (préciser)		
Niveau de formation		
Infra V		791
Niveau V		
Niveau IV		
Niveau III		
Niveau II		
Niveau I		
Sexe		
Filles		430
Garçons		361
2. Adultes		
Qualité		
Parents		
Enseignants		
Conseillers d'orientation-psychologues		
Conseillers principaux d'éducation		
Conseillers d'insertion professionnelle		
Animateurs		
Éducateurs spécialisés		
Autres : (préciser)		
Autres : (préciser)		

		Réalisation
Autre information concernant les bénéficiaires directement touchés par l'action à l'entrée du dispositif		
1. Les jeunes bénéficiaires sont-ils inscrits et suivis par la mission locale (ML) ?		
Oui, tous les bénéficiaires directs sont inscrits et suivis par la ML		Non, aucun bénéficiaire direct n'est inscrit et suivi par la ML
Oui, une partie des bénéficiaires directs est inscrite et suivie par la ML		
Non, aucun bénéficiaire direct n'est inscrit et suivi par la ML		
Echelle et territoire d'intervention de l'action mise en place		
1. L'action que vous menez dans le cadre de cette expérimentation est-elle à l'échelle :		
Communale (une ou plusieurs communes dans un même département)		Régionale
Départementale (un ou plusieurs départements dans une même région)		
Régionale (une seule région)		
Inter-régionale (2 et 3 régions)		
Nationale (plus de 3 régions) ?		
2. Votre territoire d'intervention inclut-il des quartiers politiques de la ville ?		
Oui, la totalité de mon territoire d'intervention est en quartiers politique de la ville		Oui, une partie de mon territoire
Oui, une partie de mon territoire d'intervention est en quartiers politique de la ville		
Non, mon territoire d'intervention n'inclut pas de quartiers politique de la ville		

2.2. Analyse qualitative

Plusieurs raisons expliquent que le volume de bénéficiaires soit inférieur au prévisionnel (791 au lieu de 900).

En 2010, la signature tardive de la convention a retardé la mise en place du partenariat avec le Rectorat. Ensuite, le changement de Recteur durant l'été a entraîné de nouvelles négociations avec les services académiques et nous avons eu seulement le 7 octobre 2010 l'aval du Rectorat pour engager effectivement le travail avec les COP et les collèges.

Par ailleurs, la volonté d'intervenir dans des collèges en zone sensible ou classés en programme RAR ou ECLAIR a eu pour effet d'intégrer dans le dispositif des classes à effectif réduit. Nous avons prévu un effectif moyen de 25 élèves par classe or en réalité la moyenne a été de 21 élèves.

En 2010-2011, les bénéficiaires touchés étaient des collégien-nes de 7 établissements du bassin d'emploi de Flandres (Dunkerque, Saint-Omer, et Hazebrouck). Soit un total de 250 élèves de 3^{ème} (137 filles et 113 garçons) issu-es de 12 classes (moyenne de 21 élèves par classe)

77 élèves ont été touchés en plus au cours des « rencontres opportunes » organisées au cours du mois de mai (temps d'échanges et de discussion entre des professionnel-s de différents secteurs et les élèves des établissements).

En 2011-2012, les bénéficiaires visés par l'action étaient des collégien-nes de 9 établissements du bassin d'emploi de Lille métropole (Lille, Roubaix, et Tourcoing).

Soit un total de 263 élèves de 3^{ème} (144 filles et 119 garçons), issu-es de 12 classes de 9 collèges du bassin Lille-Roubaix Tourcoing (moyenne de 22 élèves par classe).

En 2012-2013, les bénéficiaires visés par l'action étaient des collégien-nes de 9 établissements du bassin d'emploi du Valenciennois (Valenciennes et Saint Amand).

Soit un total de 278 élèves de 3^{ème} (149 filles et 129 garçons) issu-es de 12 classes dans 9 collèges du bassin Valenciennes/Saint Amand (moyenne de 23 élèves par classe).

Notons que les préjugés concernant la place et le rôle des femmes et des hommes dans la société et le travail sont plus ancrés dans les territoires des Flandres et du Valenciennois qu'en métropole, et que les schémas parentaux qui en découlent induisent des résistances d'autant plus fortes chez les élèves des collèges de ces deux territoires que sur celui de la métropole où, de façon générale, les élèves ont plus adhéré aux contenus.

Ce sont les CIO des territoires concernés par chaque vague qui ont proposé une liste d'établissements susceptibles d'être intéressés par l'expérimentation. Le CORIF et le CLERSE ont ensuite présenté aux principaux et principales des collèges positionnés le cadre administratif et pédagogique de nos interventions, et notamment la condition nécessaire à l'expérimentation de pouvoir proposer deux classes comparables en terme de niveau et d'options, l'une étant la classe test et l'autre la classe témoin.

Le caractère expérimental du dispositif a donc bien impacté le mode de repérage du public, dans la mesure où ce ne sont pas toujours les classes les plus sensibles ou qui auraient eu le plus besoin des interventions qui ont été choisies, mais bien deux classes comparables.

En dehors de tout cadre expérimental, les interventions auraient peut-être pu avoir lieu en direction des élèves les plus en demande, ou dont le besoin aurait été identifié par les équipes éducatives. Elles auraient en outre pu se faire à la demande d'équipes pédagogiques motivées qui auraient relayé le dispositif dans leurs enseignements ce qui aurait à notre sens amplifié l'impact du projet.

Notre expérience avant l'expérimentation nous avait plutôt amenés à travailler dans des zones sensibles, avec des élèves en difficulté.

L'expérimentation a permis d'avoir une meilleure connaissance du public dans la mesure où nous sommes intervenus auprès de plus de 700 jeunes dans des établissements très différents socialement. Nous avons pu constater que tous ces jeunes, quelle que soit leur origine, avaient de façon générale une vision très

stéréotypée de la place des femmes et des hommes dans la société et par là même des choix d'orientation qu'il convenait de faire quand on est une fille ou un garçon.

3. Bénéficiaires indirects

Lors de la présentation du dispositif dans les collèges, les enseignant-es et les Conseiller-es d'Education Psychologues intervenant dans les classes retenues ont été invité-es à participer aux séquences pédagogiques, voire à les co-animer avec le CORIF.

- Sur le territoire de Dunkerque, les animations ont associé 27 professionnel-les : 25 enseignant-es et 2 COP (19 ont assisté à 1 intervention, 3 à 2 interventions, 3 à 4 et 2 à 5).
- Sur le territoire de Lille, les animations ont associé 20 professionnel-les : 14 enseignant-es, une COP, une CPE, une Préfète des études, une principale, un et une surveillante (7 ont assisté à 1 intervention, 5 à 2 interventions, 1 à 3, 6 à 4 et 1 à 5).
- Sur le territoire de Valenciennes, les animations ont associé 47 professionnel-les : 41 enseignant-es, 3 COP, 1 assistante d'éducation, 1 CPE, 1 principal (38 ont assisté à 1 intervention, 5 à 2 interventions, 1 à 3, 1 à 4 et 1 à 5).

On le voit, si beaucoup de professionnel-les ont été touché-es, peu se sont véritablement impliqué-es.

Du fait des conditions de l'expérimentation, ce ne sont pas les enseignant-es les plus intéressés par la question qui ont positionné leurs classes. En dehors de ce cadre expérimental, les enseignant-es auraient été plus motivé-es par la mise en œuvre des séquences, et auraient pu mieux s'en approprier la teneur.

A contrario, le fait d'avoir pu toucher des équipes éducatives indifférentes à priori à la question de l'égalité garçons/filles a pu permettre des prises de conscience qui n'auraient pas pu avoir lieu sinon.

II. Déroulement de l'expérimentation

A. Actions mises en œuvre

Le dispositif expérimenté prévoyait plusieurs niveaux d'intervention :

- cinq séquences de 2 heures dispensées devant le même groupe mixte d'élèves de 12 classes de troisième sur trois territoires
- des « rencontres opportunes » organisées à la suite de l'animation de ces cinq séquences pour les classes test impliquées sur chaque territoire
- un accompagnement individuel proposé aux jeunes se positionnant sur des projets scolaires ambitieux, et/ou atypiques, ou aux jeunes filles présentant des risques de décrochage
- Un site internet utilisé par tous les personnels impliqués dans le projet.

1. Préparation du projet

○ Mise en place du partenariat avec les services académiques

Nous avons eu plusieurs réunions avec les services du Rectorat de Lille dès le mois de juin 2010. Cela nous a permis de valider, avec les services académiques

et les services d'orientation du rectorat, le cadre administratif de nos interventions ainsi que le calendrier du déroulement du projet.

Ce partenariat était nouveau pour notre structure ; nous avons déjà travaillé avec des établissements scolaires et avons obtenu en 2008 l'agrément pour intervenir au sein de l'Education Nationale, mais nous n'avons jamais collaboré directement avec les services du Rectorat. Nous avons dû prendre le temps de comprendre nos fonctionnements respectifs et de nous y adapter. Une fois les bases de notre partenariat clarifiées, notre collaboration s'est bien déroulée, et a apporté à notre structure une reconnaissance plus affirmée de la part de l'Education Nationale.

○ **Mise en place de la coordination avec l'évaluateur**

Deux rencontres ont eu lieu avec l'équipe d'évaluation du projet.

Lors de la première rencontre qui a eu lieu le 1^{er} juillet 2010, l'équipe du Corif a reprécisé les différentes étapes du projet et l'état d'avancement de ce dernier ; l'équipe d'évaluation quant à elle a reprécisé les différentes étapes de l'évaluation ainsi que le calendrier prévisionnel du dispositif d'évaluation : modalités de passation du premier questionnaire, modalités du recueil de données complémentaires auprès des établissements impliqués, modalités de passation du second questionnaire, modalité de passation des entretiens qualitatifs.

La seconde rencontre a eu lieu le 7 décembre 2010 afin que nous puissions faire un premier point ensemble sur l'état d'avancement du projet et les difficultés éventuellement rencontrées dans la mise en œuvre du protocole.

○ **Conception des séquences pédagogiques :**

Pour préparer le travail de conception des séquences pédagogiques, nous avons demandé à Danielle Ferré et Jean-Marie Quiesse, spécialistes de la question de l'approche orientante et qui ont publié plusieurs ouvrages qui font référence en la matière, de venir nous former à l'approche orientante. Cette journée de formation qui s'est déroulée le 10 septembre 2010 nous a permis notamment d'approfondir notre réflexion sur les approches éducatives permettant de renforcer le sentiment d'efficacité personnelle.

Le 18 octobre 2010, une journée de travail avec les conseillers d'orientation psychologues des trois territoires ciblés pour l'expérimentation a abouti à la co-construction d'un module de 10 heures. A partir de l'explicitation de nos pratiques professionnelles respectives et de la présentation des outils d'animation régulièrement utilisés par le Corif, nous avons élaboré un module comprenant deux parties distinctes.

La première partie comprend les trois premières séquences : elles visent à faire bouger les représentations des élèves concernant les rôles des hommes et des femmes, les représentations sexuées des métiers et à élargir leurs choix d'orientation. La seconde partie, soit les 4^{ème} et 5^{ème} séquences sont plus axées sur le renforcement du sentiment d'efficacité personnelle par le biais d'une mise en situation leur permettant de réinvestir les connaissances acquises lors des premières séances et de concevoir un support de communication à destination

des autres collégien-nes pouvant être éventuellement utilisé lors des temps forts des « rencontres opportunes ».

Le 17 février 2011, nous avons affiné le contenu de nos interventions grâce à une journée de formation avec Françoise Vouillot de l'INETOP-CNAM, spécialiste de la question du genre dans l'orientation scolaire.

○ **Création du site internet www.osezlarge.org**

La définition de l'architecture du site internet a été initiée en fin d'année 2010, et finalisée en juillet 2011 par le studio graphique « Studio Poulain ».

Il comporte deux parties :

- l'une accessible au grand public qui valorise la production des élèves et des collèges parties prenantes de l'expérimentation. Dans cette partie seraient exposées des vidéos ainsi que des photographies des productions réalisées par les élèves au cours des interventions. La construction sous forme de blog permettrait aux élèves de commenter les différents articles, d'interagir entre eux et de communiquer sur les travaux réalisés sur les différents territoires de l'expérimentation.
- l'autre à destination des équipes éducatives investies dans le projet via un mot de passe communiqué aux différents établissements. Dans cette partie seraient mises à la disposition des équipes des outils pour animer des séances sur la thématique de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, la déconstruction des stéréotypes de sexe, l'élargissement des choix professionnels.

Un espace de discussion devrait permettre à chacun-e de poser des questions, de faire part de ses remarques et d'échanger avec d'autres sur les expériences menées afin que ce site devienne un espace de travail collaboratif pour les personnes souhaitant continuer à animer des séances sur cette thématique.

2. Mise en œuvre du projet :

○ **Contacts avec les collèges recevant les expérimentations (recherche, mise en place partenariat, comités de suivi)**

Sur chaque territoire :

- l'action a été présentée aux CIO, qui ont proposé une liste d'établissements susceptibles d'être intéressés par l'expérimentation
- les principaux des collèges et les enseignant-es ont été conviés à une réunion leur présentant le cadre administratif et pédagogique de nos interventions, instituant le comité de suivi de l'action sur le territoire.
- Une rencontre supplémentaire a été prévue au sein de chaque collège partant pour mettre en place concrètement le projet au sein des établissements et répondre aux éventuelles questions des enseignant-es, Cette rencontre permettait également de poser les bases du travail en partenariat, de définir les rôles et places de chacun des intervenant-es et d'établir le planning de nos interventions.

Sur chacun des territoires de Dunkerque et de Lille, un des collèges qui s'était positionné au départ s'est finalement retiré du projet (pour des raisons de départ du Principal).

Sur le territoire de Dunkerque et de Saint Amand, nous avons plus de collèges intéressés que nous ne pouvions en associer dans l'expérimentation.

Au final, nous avons travaillé

- En 2010-2011, sur le territoire des Flandres, avec 7 établissements : collèges de la Morinie (Saint Omer), Jean Jaurès (Aire sur la Lys), Paul Machy (Dunkerque), Van Eck (Dunkerque) Jules Verne (Grande-Synthe), Deconinck (Saint Pol sur Mer), Lycée de l'Yser (Wormhout)
- En 2011-2012, sur le territoire de Lille-Roubaix-Tourcoing, avec 9 établissements : collèges de Wazemmes (Lille), Lévi-Strauss (Lille), Verlaine (Lille), Matisse (Lille), Boris Vian (Lille), Mendes France (Tourcoing), Gambetta (Lys les Lannoy), Sévigné (Roubaix), Guy Mollet (Lomme)
- En 2012-2013, sur le territoire du Valenciennois, avec 9 établissements : collèges Jules Ferry (Anzin), Pierre Gilles de Gennes (Petite Forêt), Carpeaux (Valenciennes), Eisen (Valenciennes), Félicien Joly (Fresnes sur Escaut), Mme d'Epinay (Aulnoy les Valenciennes), Jehan Froissart (Quiévrechain), Lavoisier (Saint-Saulve), Alphonse Terroir (Marly).

Notons que ce dispositif était assez lourd à mettre en place pour les établissements ; ils ont réussi à adapter les emplois du temps et trouver des créneaux horaires pour les 10 h d'interventions, et à s'organiser au mieux pour nous recevoir et gérer les passations en amont et en aval des questionnaires d'évaluation dans les classes témoins et les classe test.

Nous avons essayé nous-mêmes d'organiser le planning des interventions en collant au plus près des contraintes d'orientation et pédagogiques des classes concernées (passage du COP pour présenter le calendrier de l'orientation, l'apprentissage, mise en place de projets par les professeurs...).

Dans certains collèges, quelques séquences ont été annulées et reportées par l'équipe éducative pour des raisons de santé des enseignant-es concerné-es ou un changement dans la programmation du brevet blanc ou autre. Enfin, nous avons-nous-même dû reporter quelques interventions pour raison d'arrêt maladie de l'intervenant-e, ou de circulation impossible compte tenu de la neige. Sur le territoire des Flandres, compte tenu des délais de mise en place du partenariat avec les services académiques, les animations n'ont pu démarrer que le 16 novembre 2010 et se sont achevées le 15 avril 2011.

Sur le territoire de Lille métropole, nous avons réussi à démarrer plus tôt, le 3 octobre 2011, et avons terminé le 10 avril 2012.

C'est sur le territoire du Valenciennois que nous avons optimisé le dispositif : les animations ont eu lieu du 24 septembre 2012 au 21 mars 2013.

Le comité de suivi mis en place sur chaque territoire avec tous les établissements concernés s'est ensuite réuni deux fois supplémentaires :

- au cours de l'expérimentation pour parler des difficultés éventuellement rencontrées dans l'animation des séquences pédagogiques, et de l'organisation des rencontres opportunes
- à l'issue de l'expérimentation sur le territoire pour faire un bilan et donner quelques tendances observées par l'évaluateur.

○ **Mise en œuvre des interventions auprès des collégien-nes**

Sur le territoire de Dunkerque, les animations ont eu lieu du 16 novembre 2010 au 15 avril 2011.

Sur le territoire de Lille, les animations ont eu lieu du 3 octobre 2011 au 10 avril 2012.

Sur le territoire de Valenciennes, les animations ont eu lieu du 24 septembre 2012 au 21 mars 2013.

Plusieurs thématiques ont été développées lors des cinq séquences pédagogiques de deux heures chacune :

- Le poids des stéréotypes, de l'assignation de rôle liée au sexe et à l'origine sociale dans le choix et l'exercice d'activités; la réflexion sur la construction de la mixité et de l'égalité.
- Les places respectives des hommes et des femmes dans les sphères domestiques, professionnelles, de loisirs, politiques, dans les médias...
- L'élargissement des intérêts et des choix de filières et de professions; la remise en cause des représentations sexuées des filières de formation, des secteurs professionnels et des métiers.

Nous avons multiplié les supports d'animation (quizz, travail sur les publicités, saynettes, débats, DVD...) pour favoriser la prise de parole des élèves et leur permettre ainsi de cheminer sur leurs représentations - souvent très stéréotypées en terme de sexe des métiers et filières d'enseignement - et amorcer ainsi une prise de conscience sur le poids des stéréotypes de sexe qui enferment les garçons comme les filles dans des rôles qui limitent leur potentiel. Des exemples de parcours de filles et de garçons engagé-es dans des professions atypiques pour leur sexe ont été présentés et de nombreux débats sur la place des garçons et des filles dans ces filières ont eu lieu montrant ainsi qu'il était envisageable d'élargir le champ des possibles quant au choix d'une filière, en particulier pour les filles vis-à-vis des filières techniques, technologiques et scientifiques.

La posture de l'intervenant qui ne valorise pas les résultats scolaires mais crée des espaces d'échange et de discussions libres sans bonnes ou mauvaises réponses a permis d'impliquer les jeunes en situation de décrochage scolaire. Ceci a permis dans la plupart des collèges d'homogénéiser la classe et de permettre à chacun-e de donner son opinion sans crainte de jugement.

Lors des deux dernières interventions pédagogiques, certaines classes ont décidé de monter un projet pour parler à leur façon des rapports entre les hommes et les femmes ainsi que de l'orientation scolaire et professionnelle. Ces projets imaginés et finalisés par les collégien-nes ont pu prendre des formes très différentes : création d'un film avec l'intervention d'un comédien, écriture d'une pièce de théâtre, atelier d'écriture avec une intervenante spécialisée, slam, mise en scène de photographies, flash danse dans la cour du collège, affiches...

A la suite de ces cinq séances, des rencontres plus ponctuelles ont pu avoir lieu selon la nécessité de la production des élèves et le besoin d'être accompagnés

lors de son exécution. Dans un collège, les élèves ont souhaité mettre en place une animation avec le Corif pour les journées portes ouvertes de leur établissement. Dans un autre, les élèves ont écrit et joué une pièce de théâtre à l'occasion de la journée de la femme. A la suite de cette représentation, ces élèves ont animé pour l'ensemble des élèves de 3^{ème} une série de jeux sur cette thématique.

Toutes les productions réalisées sont valorisées sur le site du projet.

Il faut noter ici que la plupart des élèves ont pris un réel plaisir et se sont investis sans mal dans la création d'un média. L'implication des élèves semble, en outre, directement corrélée à l'implication des équipes pédagogiques dans le programme « osez large » : plus les équipes se font le relais des activités et informations dispensées par le CORIF (en créant, par exemple, des ponts avec leurs enseignements), plus les élèves approfondissent la thématique de l'égalité des filles et des garçons dans l'orientation scolaire et professionnelle, et plus ils souhaitent s'impliquer dans la réalisation d'une production.

Nous n'avons pas eu de difficultés particulières dans l'animation des séquences pédagogiques.

En revanche, nos interventions ont été intégrées différemment suivant les collèges. Bien que nous ayons insisté à chaque fois que nous leur avons présenté le dispositif sur l'importance de l'existence d'une personne référente au sein de chaque collège pour suivre l'ensemble du dispositif et en permettre la capitalisation, cela n'a pas été souvent le cas.

Plusieurs intervenant-es se sont succédé sur le dispositif.

Dans certains collèges, les professeurs délégués sur l'action ou le ou la conseillère d'orientation étaient présents à chaque séance, dans d'autres ils changeaient à chaque fois, quelquefois même au sein de la même séquence; nous avons dû quelquefois refuser d'intervenir car aucun-e membre de l'équipe pédagogique ne pouvait assister à la séquence.

Ainsi, sur le territoire des Flandres, 27 professionnel-les (25 enseignant-es et 2 COP) ont assisté aux interventions (19 ont assisté à 1 intervention, 3 à 2 interventions, 3 à 4 et 2 à 5), sur Lille métropole 20 professionnel-les (14 enseignant-es, une COP, une CPE, une Préfète des études, une principale, un et une surveillante) ont assisté aux interventions (7 ont assisté à 1 intervention, 5 à 2 interventions, 1 à 3, 6 à 4 et 1 à 5) et sur le Valenciennois 47 professionnel-les (41 enseignant-es, 3 COP, 1 assistante d'éducation, 1 CPE, 1 principal) ont assisté aux interventions (38 ont assisté à 1 intervention, 5 à 2 interventions, 1 à 3, 1 à 4 et 1 à 5).

Certains professeurs participaient à l'animation, d'autres restaient très en retrait. Tous ces éléments ont eu un impact sur le déroulement des séances et vraisemblablement sur l'appropriation du travail par les élèves. Il n'y pas eu vraiment de co-animation comme nous l'avions prévu, et de ce fait pas d'appropriation pour les équipes pédagogiques des démarches et contenus expérimentés.

○ **Mise en œuvre des « rencontres opportunes »**

Il s'agissait de favoriser la rencontre des collégien-nes avec des professionnel-les, des acteurs de branches professionnelles, du monde socio-économique, des lycées professionnels, des écoles, voire des organismes de formation et universités pour dispenser de l'information sur le monde du travail, les métiers, les modalités pour y accéder, présenter des parcours ambitieux et atypiques et ainsi permettre aux collégien-nes de dessiner des perspectives d'avenir autres.

Sur le territoire des Flandres

Cet évènement a été proposé à l'ensemble des collèges concernés par le dispositif. Cependant, en raison de contraintes organisationnelles de fin d'année, seulement 3 collèges ont pu y répondre favorablement.

Afin d'apporter une réponse pertinente aux difficultés d'orientation spécifiques rencontrées par les élèves dans chacun des établissements, la liste des secteurs professionnels qui seraient représentés a été établie conjointement avec les personnes référentes du projet au sein de l'établissement (Principal-e, COP, Enseignant-e).

Les élèves ont rencontré, selon les collèges, des professionnel-les du bâtiment, de l'horticulture, de l'Hôtellerie/restauration, de l'agro-alimentaire, de la Métallurgie, de la sécurité publique, secteur après secteur, pour un temps d'échange de 30 minutes. Une salle était parallèlement consacrée au Corif pour une projection de vidéos présentant des témoignages d'hommes et de femmes dans des parcours professionnels variés, puis l'animation d'un débat et la présentation du site internet.

Sur ce territoire, des classes n'ayant pas bénéficié des interventions du Corif ont été conviées aux rencontres. Il est à souligner que ces classes se sont montrées particulièrement intéressées par les problématiques liées au genre, à l'orientation et aux rapports entre les garçons et les filles.

Sur le territoire de Lille métropole

Cet évènement a été proposé à l'ensemble des collèges concernés par le dispositif. Cependant, en raison de contraintes organisationnelles de fin d'année, 2 collèges n'ont pas souhaité s'y engager.

Trois établissements ont accueilli les élèves des quatre autres collèges.

Les élèves ont rencontré des professionnel-le-s et des représentant-e-s d'établissements scolaires pour un temps d'échange de 45 minutes. Ces personnes étaient réparties dans 3 salles. Les élèves changeaient de salle toutes les 45 minutes.

Etaient représentés, selon les collèges, l'ICAM Lille, le CFA Afobat, le lycée Baggio, le lycée professionnel Duhamel et un professeur architecte, la marine nationale, une bouchère, un homme sage-femme, une chercheuse en acoustique, une cheffe d'entreprise, une inspectrice d'académie ayant un parcours atypique, une élève de Sciences-Po Lille, une ingénieure du son du spectacle vivant et de la vidéo, un chargé d'étude en communication.

Sur le territoire du Valenciennois, l'ensemble des élèves touché-es par le dispositif a participé aux rencontres opportunes. Cependant, en raison de contraintes organisationnelles de fin d'année, deux collèges n'ont pas souhaité s'y engager.

Les rencontres opportunes ont eu lieu en Mars et Avril 2013. Quatre événements ont été organisés. Sur un mode interactif, les élèves ont rencontré des professionnel-le-s et des représentant-e-s d'établissements scolaires pour un temps d'échange de 35 à 45 minutes. Ces personnes étaient réparties dans plusieurs salles. Les élèves changeaient de salle pour voir l'ensemble des intervenant-es.

Etaient présent-es pour échanger avec les élèves, selon les collèges : un professeur et une élève en baccalauréat professionnel de vente en mécanique agricole de la maison Familiale et rurale de Haussy, une enseignante et une élève en filière Sciences et Techniques de l'Industrie et du Développement Durable, une enseignante en filière générale du lycée du Hainaut, la déléguée de la fondation d'entreprise Norsys, ainsi qu'une cheffe de projet informatique et deux consultantes, une représentante de la direction des ressources humaines d'ERDF et trois jeunes filles en apprentissage pour devenir techniciennes de réseau et techniciennes clientèle, une ingénieure en génie civil, deux apprenties en DUT gestion des entreprises et des administrations à l'IUT de Valenciennes, une Professeure d'automatique, un ingénieur qualité en milieu hospitalier reconverti dans le développement durable, un apiculteur au parcours atypique.

De façon générale, sur l'ensemble des territoires :

Les professionnel-les ont appuyé le travail effectué avec le Corif en témoignant que les femmes et les hommes pouvaient exercer tous les métiers.

- Les intervenant-es ont renforcé les représentations de la mixité et de l'ambition des élèves : Ils/elles ont insisté notamment sur la possibilité pour les collégiens et lycéens d'accéder aux grandes écoles et à des études prestigieuses, quelle que soit l'origine sociale de chacun, notamment en raison de politiques nouvelles de démocratisation des grandes écoles.
- Ils ont aussi montré que les parcours d'orientation et les parcours professionnels sont rarement linéaires.
- Ils ont permis aux élèves de rencontrer des modèles identificatoires de réussite et de mixité ; Les évaluations rendent compte, par exemple, de la surprise des élèves face aux choix de certain-e-s (bouchère ; sage-femme...), et de leur réussite malgré ce choix atypique.
- Enfin, en expliquant leur quotidien, les professionnel-les ont démontré que les représentations que les élèves avaient des métiers étaient souvent fausses ou partielles.

Les questionnaires d'évaluation distribués à la fin de chaque rencontre ont montré que les élèves ont été fortement intéressé-es par les échanges. Ils ont notamment apprécié d'être informés sur des métiers divers, qu'ils ne connaissaient pas, ou dont ils se faisaient une idée fautive, et de rencontrer des personnes ayant fait des choix atypiques. Les élèves se sont également sentis rassuré-es par rapport à leur choix d'orientation et sur leur avenir professionnel

La forme des rencontres, c'est-à-dire la proximité avec les professionnel-le-s a été soulignée. En effet, malgré une certaine timidité de la part de certain-es, l'interactivité des présentations a permis à tous et à toutes de poser des questions et d'en apprendre davantage sur les différentes facettes des métiers ainsi que sur les filières. Ils et elles ont trouvé motivant le fait de pouvoir poser des questions concrètes sur la nature du travail, les activités, le salaire, les études à de « vrai-es » professionnel-les.

Notons que sur le dernier territoire les élèves devaient deviner le métier des intervenant-es au début de chaque rencontre, et que cette consigne a permis d'une part de bousculer une fois de plus les stéréotypes de genre, d'autre part d'affiner le questionnement sur les métiers.

Lors de l'une des rencontres cependant, les équipes éducatives ont souhaité mixer leur classe avec celle d'un autre collège, et les élèves, ne se retrouvant pas avec leurs ami-es habituel-les, ont été très réservé-es et n'ont pas posé de questions, alors qu'ils participaient bien pendant nos interventions. Malgré tout, les évaluations recueillies en fin de rencontres auprès de ces élèves sont bonnes.

Les professeurs ont également noté la proximité et la facilité de contact entre les professionnel-les et les élèves, et ont apprécié ces moments privilégiés d'échanges, en particulier parce que le discours des professionnel-les a un impact différent de celui des professeurs.

Les équipes éducatives ont cependant regretté que ces rencontres arrivent trop tard dans l'année scolaire pour influencer les vœux des élèves : conformément à notre projet, nous devions attendre pour mettre en place ces rencontres que les séquences pédagogiques se terminent ; de ce fait elles se sont déroulées courant mars, avril et mai (sauf pour l'une le 20 janvier).

○ **Mise en œuvre de l'accompagnement individuel**

C'est sur ce point que nous avons le plus d'écart avec nos objectifs initiaux. Le projet prévoyait en effet de proposer un accompagnement individuel aux jeunes filles qui présenteraient des risques de décrochage et aux jeunes filles et garçons se positionnant sur des projets scolaires ambitieux, et/ou atypiques.

Nos premiers échanges avec les CIO sur la mise en œuvre du projet nous avaient alertés sur le fait que les conseiller-es d'orientation avaient pour certain-es le sentiment que notre projet leur faisait concurrence, particulièrement sur cet aspect-là. Nous avons dû les rassurer sur le fait que nous voyons notre intervention en complémentarité de la leur ; nous ne voulions pas nous substituer à leur rôle, mais apporter nos compétences spécifiques concernant la mise en œuvre de projets atypiques.

La première année, sur le territoire des Flandres, nous pensions nous appuyer sur les résultats de l'évaluation du Clersé pour engager ce travail et trouver les élèves qui pourraient bénéficier de cet accompagnement. Du fait du retard pris dans l'exploitation de leurs données, nous n'avons pas mené ce travail d'accompagnement.

Les années suivantes, nous avons fait directement la proposition de cet accompagnement aux élèves : ceux et celle qui étaient intéressé-es devaient cocher une case et mettre leur

numéro de téléphone à la fin du questionnaire d'évaluation distribué à l'issue des rencontres opportunes.

Sur le territoire de Lille métropole, seulement une dizaine d'élèves ont répondu favorablement à cette proposition. En outre, nous avons eu beaucoup de difficulté à proposer des dates et lieux de rencontres qui leur conviennent. Les rendez-vous proposés à Roubaix et à Lille le Mercredi après-midi n'ont pas rencontré un vif succès et seuls trois élèves ont bénéficié de conseils dans la mise en œuvre de leurs projets.

Sur le territoire du Valenciennois nous avons proposé une rencontre aux élèves qui s'étaient dits intéressé-es afin de travailler sur leur orientation, mais, en pleine période d'examen du Brevet des collèges, les élèves ont préféré des rendez-vous téléphoniques. Un suivi téléphonique a donc été mis en place pour les aider dans leurs choix d'orientation et seuls trois d'entre eux ont également été accompagné-es.

- **Alimentation du site**

Les productions des élèves ont été régulièrement intégrées au site.

Des explications sur les outils et les séquences animées ont également été fournies sur la partie réservée aux équipes pédagogiques et qui était disponible à partir d'un code d'accès qui leur était fourni.

Peu de professionnel-les ont utilisé cette possibilité.

Aujourd'hui, nous avons mis en ligne la formalisation de notre démarche, et elle est en libre accès.

3. Achèvement du projet :

- **Formalisation des séquences pédagogiques**

Au cours de second semestre 2013, nous avons travaillé à la formalisation des séquences pédagogiques que nous avons mises en œuvre au cours de l'expérimentation, sous une forme suffisamment claire et détaillée pour que les personnels éducatifs qui souhaiteraient mener des actions de ce type puissent le faire. Une formation préalable est bien-sûr fortement souhaitable, mais certain-es enseignant-es qui ont déjà été sensibilisé-es à la thématique de l'orientation sans stéréotype de sexe, et qui veulent être outillé-es pour mettre eux-mêmes en place des contenus adaptés, trouveront dans cette formalisation des fiches synthétiques précisant les objectifs de chaque séquence, le déroulé précis de l'animation possible, les points de vigilance à avoir, les effets possibles de l'animation. Ces fiches sont accessibles sur le site internet dédié au projet : osezlarge.org.

- **Formation des enseignant-es**

Nous avons commencé à former et à sensibiliser des équipes éducatives sur la base des outils finalisés et expérimentés dans le programme Osez large.

Ces interventions ont concerné une quarantaine de CPE et une trentaine d'enseignant-es de la Région.

En 2014, il est en outre prévu de former sur deux jours 160 référent-es égalité nommé-es au sein de chaque établissement du Nord Pas de Calais afin de les outiller pour des interventions auprès des élèves pour les aider à diversifier leur orientation, en travaillant à la fois sur les rapports filles garçons et les stéréotypes de sexe, et sur les représentations métiers.

B. Partenariats

1. Partenaires opérationnels

Nom de la structure partenaire	Type de structure partenaire	Rôle dans l'expérimentation
Services académiques et d'orientation du Rectorat	Etablissement public	Participation au comité de pilotage de l'action
CIO de Dunkerque, de Saint Omer, d'Hazebrouck, de Lille , d'Hellemes, de Roubaix, de Tourcoing, de Valenciennes et de Saint-Amand	Etablissements publics	Co-conception des modules, recherche des établissements susceptibles d'accueillir les interventions, participation aux comités de suivi
Collèges de la Morinie à Saint Omer, Jean Jaurès à Aire sur la Lys, Paul Machy et Van Ecke à Dunkerque, Jules Verne à Grande-Synthe, Deconinck à Saint Pol sur Mer, Lycée de l'Yser à Wormhout. Collèges de Wazemmes, Lévi-Strauss, Matisse, Boris Vian à Lille, Mendès France à Tourcoing, Gambetta à Lys les Lannoy, Sévigné à Roubaix, Guy Mollet à Lomme. Collèges Jules Ferry à Anzin, Pierre Gilles de Gennes à Petite Forêt, Carpeaux et Eisen à Valenciennes, Félicien Joly à Fresnes sur Escaut, Mme d'Epinay à Aulnoy les Valenciennes, Jehan Froissart à Quiévrechain, Lavoisier à Saint-Saulve, Alphonse Terroir à Marly .	Etablissements scolaires	Accueil et co-mise en place du dispositif expérimental auprès des collégien-nes, participation aux comités de suivi
INETOP, Le Patio	Instituts de formation	Formation de l'équipe du CORIF pour alimenter la réflexion sur la construction des interventions

Studio Poulain	Entreprise de création graphique	Création du Site
Expeience Danse, Générale d'imaginaire, Compagnie de la Minuscule Mécanique, Mond'en scène	Entreprises artistiques	Apport de compétences techniques dans les collèges pour aider les élèves à réaliser leur production
UIMM, FFB, Transport-logistique	Branches professionnelles	Mise en contact avec des entreprises et les centres de formation d'apprenti-es pour participation aux rencontres opportunes
Lycée professionnels du bâtiment de St Pol sur mer, lycée d'enseignement horticole de Dunkerque, lycée polyvalent d'Aire sur la Lys, lycée professionnel de la métallurgie d'Hazebrouck, lycée professionnel des sciences de l'ingénieur de Lille, lycée professionnel du bâtiment de Lille, ICAM Lille, lycée professionnel du Hainaut, MFR de Haussy	Etablissements scolaires	Présentation de filières et témoignages d'élèves sur des parcours atypiques pour les rencontres opportunes
Professionnel-les divers	Particuliers	Apport de témoignages pour les rencontres opportunes

Le conventionnement tardif et le changement de recteur durant l'été ont complexifié nos relations avec le Rectorat durant nos premiers échanges. Le Rectorat n'étant pas un partenaire habituel du Corif, la relation de confiance a mis un peu de temps à s'établir. Aux yeux des établissements scolaires et de certains Conseillers d'Orientaion Psychologues qui ne nous connaissaient pas, nous avons peu de légitimité. La mise en route effective du projet, les rencontres avec les équipes et nos interventions auprès des collégien-nes ont permis de dépasser ces difficultés, nous travaillons actuellement en bonne intelligence avec les services académiques et les établissements scolaires, et nous sommes amenés désormais à une collaboration plus régulière.

2. Partenaires financiers

Financements	Part de ces financements dans le budget total de l'expérimentation (hors évaluation) en %
--------------	---

Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse	77%
Région Nord Pas de Calais, DRDFE, Rectorat	23%
Autofinancement	

Le Rectorat, la Région Nord Pas de Calais et la Délégation Régionale aux Droits des femmes ont été très intéressés par la mise en place de l'expérimentation, qui n'aurait pu se faire sans le financement du Fonds d'expérimentation pour la jeunesse. Les résultats plutôt positifs obtenus ont convaincu ces financeurs de l'importance de travailler avec les collégien-nes sur leurs stéréotypes, et de former les personnels éducatifs à la démarche. Des budgets de la région et de la DRDFE sont prévus en 2014 dans ce sens, et l'Education Nationale continuera à mobiliser ses personnels pour qu'ils et elles suivent les formations mises en place.

C. Pilotage de l'expérimentation

Le comité de pilotage était composé

- du CORIF (la présidente et les différent-es intervenant-es sur le projet),
- des Services administratifs et d'orientation, ainsi que de la chargée de mission parité filles-garçons du Rectorat
- du chargé de mission « égalité entre les femmes et les hommes » de la Région Nord Pas de Calais
- de la Déléguée Régionale aux Droits des Femmes et à l'Egalité
- de la représentante régionale de la MAFEJ à la DRJSCS
- des membres du CNRS-CLERSE responsables de l'évaluation

Le comité de pilotage s'est réuni deux fois la première année, pour mettre en place les partenariats et initier le projet, puis une fois par an ensuite.

Ce pilotage a bien fonctionné, mais a surtout été porté par la Direction du CORIF, dans la mesure où il y a eu beaucoup de changements dans les institutions représentées : deux recteurs, trois chargé-es de mission égalité au Rectorat, trois chargé-es de mission à la région, deux déléguées aux droits des femmes et à l'égalité, deux représentantes de la MAFEJ sur la Région. Malgré tout, l'information a bien circulé entre les uns et les autres, et la capitalisation de l'expérimentation a pu se faire correctement.

Rappelons qu'en plus de ce comité de pilotage, des comités de suivi, qui se sont réunis 2 fois par an, ont été mis en place sur chacun des territoires avec les collègues concernés par l'expérimentation.

D. Difficultés rencontrées

Il y a eu beaucoup de changements dans l'équipe chargée du projet au sein du CORIF : il a été procédé en février 2011 à l'embauche d'une personne pour qu'elle prenne la responsabilité de la coordination du projet. Elle a interrompu son contrat pour des raisons personnelles au bout de quelques mois ; par ailleurs, le chargé de mission qui intervenait dans l'action en tant que formateur depuis son démarrage en 2010 a eu l'opportunité d'un poste dans la fonction publique ; il a donc quitté ses fonctions au Corif au 31 décembre 2011 ; enfin, la personne qui a été embauchée pour le remplacer a interrompu son travail quelques mois pour un congé maternité. Les consultantes expérimentées du CORIF ont chaque fois pris le relais pour assurer la continuité du dispositif et former les nouvelles personnes. Nous ne pensons pas que cela ait affecté la qualité des interventions, mais cela a malgré tout complexifié la mise en œuvre du projet.

III. Enseignements généraux de l'expérimentation

A. Modélisation du dispositif expérimenté

Notre dispositif concerne tous les collégien-nes.

Il s'articule autour de

- 5 séquences de 2 h permettant à la fois de revisiter les stéréotypes de sexe et leur impact sur les choix d'orientation par le biais d'activités support de débat et d'activités créatrices permettant de s'approprier les concepts abordés et de les valoriser auprès de ses pairs
- D'un temps de rencontres avec des professionnel-les, des lycéen-nes, engagés-es dans des filières atypiques pour leur sexe, permettant de s'identifier et d'envisager des orientations plus diversifiées et ambitieuses.

Il doit être co-animé par deux personnes, qui pourraient être des enseignant-es responsables du travail sur le projet des élèves à condition qu'ils et elles aient été formé-es à la démarche.

B. Enseignements et conditions de transférabilité du dispositif

Ce dispositif doit être mis en place en début d'année, si possible en présence du professeur en charge de l'orientation, et avec le soutien de l'équipe éducative.

1. Public visé

Dans le cadre de l'expérimentation nous avons travaillé avec des élèves en classe de troisième.

Nous pensons aujourd'hui qu'une intervention à ce moment-là de la scolarité est un peu tardive pour pouvoir accompagner les élèves dans la remise en question de leurs représentations et pour que cela puisse impacter leurs vœux d'orientation.

Dans l'idéal, il serait plus pertinent de travailler avec des élèves de quatrième les premières séquences, et d'organiser les rencontres opportunes et une séance supplémentaire pour débriefer en classe de 3^{ème}.

2. Actions menées dans le cadre du dispositif

Une vigilance est à apporter sur la formation des enseignant-es et la sensibilisation des équipes éducatives des collèges. Il faudrait également prévoir un accompagnement la première année pour les aider à se constituer un réseau de partenaires prêts à témoigner lors des rencontres opportunes.

3. Partenariats, coordination d'acteurs et gouvernance

Les équipes éducatives des collèges sont les partenaires essentiels de la mise en œuvre du dispositif. Celles-ci doivent nécessairement être soutenues par les responsables d'établissement.

Les équipes éducatives des lycées généraux, professionnels et d'enseignement technologiques du territoire où se trouve le collège doivent s'impliquer lors des rencontres opportunes pour présenter leurs filières sans déterminisme de sexe.

Un comité de pilotage au niveau du bassin pourrait être un plus pour organiser le réseau des témoins potentiels aux rencontres opportunes fédérer les énergies et éviter le découragement des personnes impliquées.

4. Impacts sur la structure

L'expérimentation a permis au CORIF de formaliser une pratique d'élargissement des choix en direction des collégien-nes qu'il avait déployée depuis plusieurs années et d'acquérir une légitimité vis-à-vis des enseignant-es et des services académiques sur cette question, qui facilite nos interventions auprès des équipes éducatives.

Nous avons grâce à cette expérience pu mettre en place des formations auprès des référent-es égalité et des membres de la communauté éducative.

Annexes obligatoires à joindre au fichier :

- **Tableau 1 sur les publics**
- **Tableau 2 sur les actions**
- **Tableau 3 sur les outils développés dans le cadre de l'expérimentation**
- **Tableau 4 sur l'exécution financière**

Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse

Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative
Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative

Mission d'Animation du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse
95, avenue de France – 75650 Paris cedex 13
www.experimentation.jeunes.gouv.fr